

QUESTION NATIONALE ET MOUVEMENT OUVRIER

I- LE MOUVEMENT OUVRIER BASQUE DURANT LE FRANQUISME

1- Quatre types de lutte

Le choc de la répression franquiste brisa d'un coup le mouvement ouvrier d'avant-guerre, puis son poids ne cessa de l'étouffer. D'abord totalement incapable de se relever (1940-1955), il va cependant peu à peu réapparaître sous différentes formes d'action, comme pour mieux échapper et résister à la répression. *Il faut considérer les luttes qui correspondent à chacune de ces formes d'action comme les éclats du mouvement social ouvrier rendu impossible par la répression.* Quatre grands types de lutte peuvent être dégagés puis distingués selon que leurs enjeux se limitent à la condition ouvrière ou se réfèrent aussi à la société globale¹ :

1- Les pressions institutionnelles - spécificité ouvrière (l'enjeu est constitué par une décision institutionnelle qui affecte directement la condition ouvrière. Ni l'acteur ni l'adversaire, qui luttent pour que la décision aille le plus possible dans le sens de leurs intérêts, ne sont obligés [297] de se situer entièrement dans le champ institutionnel. Mais celui-ci est accepté de part et d'autre comme lieu de lutte). Si surprenant que cela puisse paraître, des actions répondant à ce type de lutte ont existé dans l'Espagne franquiste : elles correspondent à celles que le « versant légal » des Commissions Ouvrières exerça à travers les délégués d'entreprise et *jurados* dans le cadre des *jurados de empresas*, institution légale où étaient discutées et prises des décisions affectant directement les conditions de travail ; l'enjeu était évidemment la place et le poids des délégués du personnel face à la direction et aux *mandos*. La possibilité d'existence de ce type de lutte, que l'on ne s'attendait évidemment pas à rencontrer dans un pays totalitaire, est née de la « faille » de la *linea electiva* des Syndicats verticaux.

¹ Nous renvoyons à Touraine pour les définitions (que nous reprenons ici) des types de luttes auxquelles ces actions correspondent le plus (cf. le chapitre IV de la première partie de *La voix et le regard, op. cit.*).

Les Syndicats verticaux mis en place par le pouvoir combinaient en effet deux sortes de responsables : ceux qui étaient directement désignés par le pouvoir (filière hiérarchique : *linea de mandos*) et les délégués élus dans les entreprises (filière électorale : *linea electiva*).

Jusqu'à la fin des années 50, l'immense majorité des ouvriers boycottèrent et rejetèrent ces élections perçues comme de purs plébiscites à l'organisation totalitaire et verticale des syndicats : seuls les phalangistes et les partisans du régime y participaient. Mais bientôt, sous l'impulsion des militants du PC (qui venaient de renoncer à l'illusion de renverser le régime par une lutte armée), la question fut posée : « et si l'on profitait de ces institutions légales pour se faire entendre ? ». Rien en effet n'empêchait d'élire de « vrais » représentants qui défendraient les intérêts réels des travailleurs. À cette fin des commissions (d'où le nom de Commissions Ouvrières pour désigner ce syndicat clandestin) se réunissent. On y discute clandestinement des revendications ouvrières, et des délégués y sont désignés. Délégués qui se présentent ensuite aux élections d'entreprise auxquelles participent les travailleurs. Une fois élus, ces délégués peuvent défendre légalement des positions prises par des assemblés illégaux desquels ils dépendent. Toute l'histoire des Commissions Ouvrières tourne autour de cette dialectique et des tensions qu'elle suscitera.

Ce type d'action se heurte cependant très vite à des limites : bien souvent la direction et les *mandos* ne respectent même pas la légalité des institutions franquistes que sont les *Jurados*. La totalité [298] est alors rompue, les délégués emprisonnés ou renvoyés². C'est à ce niveau qu'une distinction parmi la classe capitaliste industrielle en Pays Basque peut être utile : à la fin de la première partie de ce travail, nous avons quitté une société industrielle essentiellement implantée en Biscaye et en Guipúzcoa, dirigée par deux grands blocs de la bourgeoisie : l'oligarchie et la petite et moyenne bourgeoisie industrielle. Pendant près de trente ans, la première va se complaire dans le rôle qui était déjà le sien avant la guerre : celui d'une classe dominante, confinée dans ses privilèges à l'abri d'un État policier avec lequel elle semble ne faire qu'un. C'est

² Ce thème ne cesse d'être celui de discussions et de dissensions au sein des Commissions : présenter des délégués aux élections revient à ouvertement désigner les leaders ouvriers les plus combattifs, et donc à les exposer à la répression. La participation aux discussions des *Jurados* vaut-elle ce prix ?

essentiellement la seconde qui dirigera et profitera du second boom industriel³. Bien que chassée de la direction politique, celle-ci fera preuve d'un grand dynamisme et d'un esprit d'initiative industriel constant. Malgré des exceptions de taille, on peut grosso modo cerner la première dans son rôle de reproduction et de domination et la seconde dans son rôle de production et de direction. Ceci est par exemple bien repérable dans les méthodes et outils de travail que l'une et l'autre mettent en œuvre : alors que ceux qui correspondent aux industries tenues par l'oligarchie (industrie lourde, construction navale) ne cessent de vieillir (ses produits n'ayant rien à craindre de la concurrence étrangère car bénéficiant d'un monopole au sein de l'État espagnol), ceux qu'emploie la petite et moyenne bourgeoisie industrielle développementiste sont (en général) continuellement transformés et améliorés en vue d'une modernisation de la production.

Les formes que revêt le mouvement ouvrier ne sont pas étrangères à cette distinction : plutôt défensif dans les grandes usines tenues par l'oligarchie, il devient souvent offensif dans les petites et moyennes entreprises, surtout dans celles qui connaissent le plus fort développement. Alors que dans le premier cas, des conduites de rupture et de révolte éclatent face à la domination totale de l'oligarchie, face à son dédain et à sa négation scandaleuse [299] des revendications ouvrières, il semble qu'une opposition plus constructive (dans la mesure où l'adversaire de classe est reconnu) se noue autour d'un enjeu commun (forme du développement, dimensions et direction de la production, etc.) dans les entreprises du second type où il n'est pas rare que les *jurados* soient de véritables lieux de négociations⁴.

2- *Revendications organisationnelles - spécificité ouvrière* (l'enjeu est ici l'amélioration de la position relative de l'acteur au sein d'une organisation. Il s'oppose en cela à ceux qui gèrent et commandent l'échelle hiérarchique sur laquelle il se situe). Ce type d'action est courant dans les usines et ateliers et vise la modification concrète des conditions de travail. Sans vouloir en cela ouvrir une polémique, on peut dire que ce

³ En moins de vingt ans (1950-1970), un nombre impressionnant de petits ateliers (essentiellement du secteur métal) qui n'employaient avant la guerre que quelques ouvriers se transformeront en petites (50-100 employés) ou moyennes (100-500 employés) entreprises ; plusieurs entreprises de taille moyenne se muant dans le même temps en grosses entreprises (56 en 1971).

⁴ Bien sûr, les deux grands blocs de la bourgeoisie ne recouvrent pas exactement cette distinction. Il existe de nombreux petits patrons qui nient le droit des travailleurs à ouvrir la bouche ; inversement, on peut discerner dans quelques entreprises appartenant à l'oligarchie une certaine propension à reconnaître l'adversaire. Peut-être même que la distinction entre entreprises modernes et en expansion, et vieilles

type d'action fut souvent porté par des immigrés surtout durant les années 60. La prise en considération de ces revendications par les petits patrons ne fera que renforcer leur côté paternaliste et les échelles hiérarchiques ; leur rejet sans appel (si ce n'est à la police) au sein des grosses entreprises renforcera à l'opposé les conduites révolutionnaires.

3- Actions révolutionnaires - référence à la société globale (même si il la subit, l'acteur ne se place plus ici dans la même totalité que son adversaire. Celle-ci lui apparaît en effet comme un espace de pure domination dont l'ordre rentre non seulement en totale contradiction avec ses intérêts de classe, mais plus largement avec le progrès et « le sens de l'histoire ». L'action vise donc à renverser l'adversaire - parasite pour détruire l'ordre social de départ et en construire un nouveau, entièrement orienté par l'identité et l'action de classe de l'acteur sensé incarner la marche de l'histoire. Le conflit ne peut être qu'idéologique ou militaire). Il fallait évidemment s'attendre à rencontrer ce type d'action dans un pays où la parfaite collusion entre État totalitaire et classe dominante poussait les ouvriers à la révolte et à la rupture. Dans ce type de lutte, l'État franquiste [300] est clairement défini comme l'État de la bourgeoisie que la révolution prolétarienne doit renverser. Sur ses décombres sera instauré l'État socialiste, annonçant l'avènement d'une société sans classe et débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Sans pour autant en diminuer la portée, il faut cependant noter que les conduites révolutionnaires n'eurent pas l'envergure qu'on leur prêta alors. L'explication du « gonflement » de leur importance réside peut-être dans le fait que seules des organisations clandestines bien structurées et soudées par l'espoir de la révolution (modèle léniniste) pouvaient réellement développer un travail de propagande. Le silence imposé par la répression conduit à confondre volume de propagande et importance des forces sociales portant ces organisations.

4- Luites pour la démocratie. On peut être opposé à la répression, à l'absence des libertés politiques, syndicales et culturelles, et même à la domination capitaliste, sans pour cela vouloir instaurer un État socialiste et imposer la dictature du prolétariat. C'est ce grand mouvement qui visait à libérer la société basque de l'État franquiste sans pour cela souhaiter prendre le pouvoir qui constitue le quatrième type de lutte. Ce

entreprises traditionnelles serait-elle plus adéquate et opératoire ?

mouvement n'est évidemment pas porté par la seule classe ouvrière : presque toutes les catégories de la population y participent (cf. plus loin). Mais il importe de noter qu'une grande partie de la classe ouvrière s'y reconnaît en tant que classe : lutter pour le dégagement de la société de l'État, c'est lutter pour la libre existence et expression syndicale ; lutter pour l'autonomie de la société, c'est lutter pour celle du mouvement ouvrier. Acculée à « pervertir » les syndicats verticaux (fruits viciés d'un pouvoir obligé de reconnaître l'existence des classes sociales sans le dire), la classe ouvrière basque a eu le temps de réfléchir sur les résultats d'une confusion entre pouvoir politique et mouvement social. D'aucuns trouveront « réformiste » sa lutte pour le rétablissement d'institutions permettant et garantissant l'autonomie du mouvement ouvrier en regard du pouvoir. Mais ce fut sans conteste cette exigence de liberté et d'autonomie, poussée par une mobilisation et un espoir grandissant au fur et à mesure que la fin du franquisme approchait, qui fut le reflet le plus fidèle du mouvement social ouvrier en Pays Basque.

[301]

Aucun de ces quatre grands types de lutte n'est empiriquement observable à l'état pur. Mais chacun permet de lire l'ensemble des luttes concrètes menées par la classe ouvrière basque durant le franquisme et d'y discerner la figure absente du mouvement social ouvrier rendu impossible par la répression. Un des traits les plus marquants et dynamiques de cet ensemble est le fait que les luttes des types 3 et 4 (les plus ouvertes à la société globale) ne cessent de « tirer » à elles les luttes des types 1 et 2 (qui ont tendance à s'enfermer sur la spécificité ouvrière). Ce mouvement, de prime importance au moment d'étudier les relations entre mouvement ouvrier et mouvement national (leur liaison ne pouvant se faire qu'en référence à la société globale), est par exemple bien repérable [302] au sein des Commissions Ouvrières. Leur « versant légal », qui n'existe qu'en référence à la spécificité ouvrière et aux revendications plus ou moins immédiates qui en découlent, n'est pas séparable de leur « versant illégal » qui ne cesse de rappeler et de réintroduire dans les débats les problèmes de la société globale⁵. Ainsi, les Commissions Ouvrières bisciaïennes feront dépendre leur participation aux élections syndicales de 1963 de la levée des sanctions (détentions, licenciements, amendes, etc.) prises par le gouvernement à l'encontre de tous ceux

⁵ On verra plus loin comment un de ces principaux problèmes est précisément la question nationale basque.

(ouvriers ou pas) qui s'étaient élevés contre l'état d'exception de l'année précédente. Devant l'inflexibilité du gouvernement, elles boycotteront les élections.

2- Classe et nation (1) : ETA ou le mirage d'une rupture révolutionnaire

L'utopie la plus forte, celle qui aura suscité le plus d'espoir et mobilisé le plus d'énergie durant ces vingt dernières années en Pays Basque est certainement celle que personnalisa ETA : celle d'une rupture radicale et définitive avec l'exploitation capitaliste et l'oppression nationale par une même lutte révolutionnaire.

Dans leur commune volonté de rupture avec le franquisme, les luttes ouvrières et nationale s'affrontent à un même ennemi : l'oligarchie et l'État qui la soutient. C'est en se situant sur ce terrain commun qu'ETA développera sa théorie du nationalisme révolutionnaire qui débouche sur l'équation : à la collusion oligarchie - État espagnol - oppression nationale, répond la « combinaison chimique de nature explosive et révolutionnaire nationalisme - lutte ouvrière »⁶ dont le but est l'instauration d'un État socialiste basque. [303]

Face à une domination aussi totale, un seul moyen peut, selon ETA, arriver à rompre tant avec l'exploitation capitaliste qu'avec l'oppression nationale : une insurrection armée appuyée par le peuple. « Nous croyons que l'on peut faire la révolution socialiste seulement si le peuple en armes est capable de vaincre l'appareil militaire répressif (...). Le peuple en armes sera la forme la plus aiguë et la plus efficace de la lutte révolutionnaire, unissant la lutte pour le socialisme avec la lutte pour l'indépendance nationale (...). Aujourd'hui, tous ceux qui en Euskadi pratiquent la répression institutionnelle ou spécifique, capitalistes, caciques et maires, policiers, fonctionnaires et mouchards sont menacés par notre dispositif militaire. Demain, ce sera le peuple en armes qui détruira le pouvoir oppresseur et commencera la construction de la nouvelle société basque sans classes »⁷.

⁶ F. Sarrailh, *Nacionalismo revolucionario*, *op. cit.*, p. 29.

⁷ « La lucha armada » in *Hautsi* n° 2, janvier 1973, p. 18. Huit mois plus tard, dans l'éditorial de son *Hautsi* n° 4, octobre 1973, ETA rappelait une fois encore que « notre libération nationale et sociale passera nécessairement par l'insurrection révolutionnaire de notre peuple » (p. 4).

Deux grandes périodes peuvent être dégagées dans l'expression de cette « lutte de libération totale » qui constitue une des faces de ce que nous appellerons plus loin le « mouvement basque » :

1) La première s'achève avec les années soixante. Elle est caractérisée par la dominance des thèses tiers-mondistes à travers lesquelles la fusion de la lutte nationale avec la lutte de classe est pensée. Bien qu'appuyant les mobilisations ouvrières ETA, n'intervient pas directement en tant qu'organisation. Ses militants cherchent plutôt à s'intégrer aux organismes existants (CD, Comités, etc.) de façon à y systématiser la nécessaire union question nationale-lutte de classe. Dans cette optique, leur plus beau succès fut certainement la déclaration de principes adoptée en 1966 par la Commission Ouvrière Provisoire du Guipúzcoa (CDPG) dans laquelle « est reconnu sans réserve le droit du Peuple basque à l'indépendance nationale »⁸.

2) La seconde commence avec la recomposition de la « nouvelle ETA » après l'éclatement de 1970 (Cf. supra, chap. II) et est caractérisée par l'intervention de plus en plus fréquente d'ETA, en tant qu'organisation, dans le déroulement des luttes ouvrières. Les thèses tiers-mondistes sont officiellement abandonnées. L'union lutte de classe-lutte nationale n'est plus recherchée [304] dans une quelconque « surdétermination historique » (Euskadi, colonie de l'impérialisme espagnol rendant la lutte nationale nécessairement révolutionnaire), mais dans la réalité quotidienne des travailleurs basques : « celle d'une classe exploitée dans un contexte de peuple opprimé ». « De la même façon que nous ne sommes pas basques de façon abstraite mais sommes des Basques exploités en tant que travailleurs, nous ne sommes pas des travailleurs tout court. Notre exploitation ne se réalise pas dans un champ abstrait : nous sommes des travailleurs exploités dans une communauté nationale différenciée »⁹.

Nous avons vu comment l'approche par ETA du mouvement ouvrier était guidée par l'optique d'une révolution. Toute autre conception de la lutte ouvrière, et en particulier celle que renferme le type de lutte 4 (volonté de libérer la société sans pour cela prendre le pouvoir) lui apparaît « réformiste » ou « liquidationniste » dans la mesure où « l'élan révolutionnaire est arrêté » : « Fixer comme but du prolétariat la

⁸ Cf. en annexe l'intégralité de cette déclaration. La CDPG sera démantelée par la répression fin 1967 - début 1968.

⁹ « Por un movimiento obrero vasco y abertzale » in *Langile* n° 1, juillet 1974, p. 2.

simple chute de la dictature franquiste à travers une lutte quasi légale et ne pas accompagner une telle consigne par celle de la destruction du système d'exploitation capitaliste par le moyen d'un combat clandestin revient à réduire les objectifs révolutionnaires de notre classe à ceux des grands bourgeois « libéraux » et à liquider ainsi traîtreusement nos possibilités de libération comme travailleurs »¹⁰. « Réduire les organisations de masse à des appareils quasi syndicaux suppose éliminer les possibilités de libération du prolétariat et accrocher le mouvement ouvrier à la remorque de la bourgeoisie et de son alternative « démocratique ». La classe travailleuse ne résoudra pas son exploitation économique sans détruire les structures politiques qui la rendent possible, sans s'affronter à tout le système capitaliste. Et réduire toute la lutte ouvrière basque à un simple syndicalisme signifie aussi liquider un aspect vital de son combat politique : sa libération en tant que Peuple. Unir la lutte économique à la lutte politique, ne suppose donc pas seulement de l'intercaler avec des objectifs anti-capitalistes ; cela signifie aussi mobiliser la classe ouvrière d'Euskadi contre l'oppression nationale dont elle est l'objet »¹¹.

Il est donc ici clairement indiqué que c'est le thème même de la révolution qui unit le mouvement national et le mouvement ouvrier en une même lutte. La révolution fait en effet sortir la classe ouvrière du champ des rapports sociaux [305] pour la constituer en acteur historique. Rôle que la répression ne cesse de sécréter et qu'ETA ne cesse de « tirer » vers le haut, c'est-à-dire vers l'insurrection armée et la prise du pouvoir. « Assumer une voie révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier exige, en plus de combattre toute tendance réformiste, d'aborder notre oppression en tant que peuple d'un point *abertzale* (patriotique basque), et donc de transmettre aux masses travailleuses d'Euskadi une authentique conscience patriotique¹². En juillet 1974, ETA pense encore que la révolution « pose le problème immédiat de l'armement des travailleurs basques comme unique voie pour résoudre notre problématique de classe et

¹⁰ Ibidem, pp. 2-3.

¹¹ Ibidem, p. 4.

¹² « Por un movimiento obrero vasco y abertzale », op. cit., p. 3.

de peuple et pour stimuler la création d'unités de combat militaire dans chaque usine d'Euskadi »¹³.

Pour la première fois, nous sommes ici en présence d'un *mouvement basque véritablement « total » qui intègre très fortement une composante historique (le nationalisme), une composante sociale (le mouvement ouvrier), et une composante politique (la révolution)*. Dans la situation répressive qui est alors celle du Pays Basque, la lutte armée représente l'expression la plus forte de ce mouvement. Le Procès de Burgos marque certainement la véritable date de naissance du mouvement basque. Jusqu'en 1970, celui-ci, encore en gestation, n'était en effet pas suffisamment intégré pour empêcher certaines de ses composantes de parfois lui échapper. Les multiples scissions ouvriéristes qu'a connues ETA jusqu'à cette date sont là pour nous le rappeler : chaque fois, un divorce était prononcé entre mouvement historique (national) et mouvement social (ouvrier)¹⁴. Par contre, l'absence de scissions chez la « nouvelle ETA » indique une intégration réussie¹⁵.

Il semble dès lors que le mouvement basque ne pouvait que continuer à se renforcer, et c'est bien là le sentiment qu'avaient les *etarras*, et certainement une bonne partie de la population basque, à la veille de la mort de Franco. Mais la stratégie révolutionnaire d'ETA, qui devait conduire à une insurrection générale sonnait l'heure de l'avènement d'un État socialiste basque, à la fois libérateur de l'oppression nationale et de l'exploitation capitaliste, n'a pas abouti. [306]

On peut y voir la déficience de l'organisation armée, ses hésitations au moment de choisir une tactique permettant d'opérer la liaison avant-garde masses, les effets de la répression, puis la rapidité de la Réforme qui, en ouvrant un espace politique et en rendant son autonomie à la société civile, désamorça le potentiel révolutionnaire de l'aspiration à la liberté, enfin, l'importance de la bourgeoisie autonomiste qu'ETA, trompée par le silence de celle-ci, avait complètement sous-estimé et dont l'habileté politique et les penchants technocratiques se révéleront prépondérants dans le post-franquisme¹⁶.

¹³ Ibidem, pp. 4-5.

¹⁴ Le fait que le mouvement se reconstitue toujours à partir de sa composante nationale montre bien que c'est celle-ci qui englobe les autres (cf. supra, chap. IV).

¹⁵ Les scissions de 1974 se font sur un tout autre ordre de problème (cf. supra, chap. II).

¹⁶ C'est cette bourgeoisie qui contrôle actuellement la direction du PNV et tient les rênes du nouveau

Mais il faut surtout y voir la prédominance de l'autre face (cachée) du mouvement basque.

3- Classe et nation (II) : pour une libération de la société basque, ou la face cachée du mouvement basque

L'incontestable appui populaire dont ont bénéficié les guérilleros d'ETA a souvent conduit les observateurs (et acteurs eux-mêmes...) à une erreur : celle de confondre cet appui avec une adhésion à l'idéologie d'ETA. Dans le silence imposé par le franquisme, ETA a certes incarné le seul mode d'expression qui restait aux mouvements populaires : la violence et l'action clandestine, devenant ainsi en quelques années le symbole dynamique d'une volonté d'être, de vivre et de lutter en Euskadi. Seule voix possible de cette volonté, ETA n'en est cependant pas le seul texte. Lutter contre l'oppression franquiste et contre l'exploitation capitaliste ne signifie pas nécessairement lutter pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour la dictature du prolétariat dans un État basque indépendant. Si ETA est bien la seule expression du mouvement basque face à la répression, elle n'en constitue pas pour autant la totalité.

Les grandes grèves et mobilisations populaires des années 1976-1977, en tentant d'élargir au maximum le nouvel espace politique que la Réforme ouvre péniblement, vont permettre de vérifier que la grande aspiration qui traversait le mouvement basque sous le franquisme visait moins à s'emparer [307] de l'État que de s'en affranchir. Ce n'est pas à un mouvement insurrectionnel auquel on assiste alors, mais à de vastes mobilisations pacifiques réclamant la libération de la société de la mainmise du pouvoir étatique. Pour tous ceux qui souffrent quotidiennement de l'omniprésence d'un État répressif, la revendication principale n'est pas « le pouvoir » mais la limitation de son territoire et son contrôle par tout un ensemble d'institutions capables d'assurer l'autonomie de la société civile basque.

C'est dans cette exigence de démocratie que le mouvement ouvrier et le mouvement national basque se rejoindront pour fonder la base la plus vaste et la plus solide du mouvement basque. Comme pour sa partie visible (ETA), c'est à partir du

pouvoir autonome basque. En juillet 1974, dans son *Hautsi* n° 5, ETA écrivait (p. 12) que « l'hégémonie de la droite (au sein du nationalisme basque) est en train de toucher à sa fin (...) et si certains n'acceptent pas de reconnaître que l'authentique gauche basque, révolutionnaire et patriote, surtout matérialisée par ETA, est en train de prendre la tête du Mouvement National Basque, tant pis pour eux (...) ils marchent à

national, et totalement enfouie dans la société souterraine, qu'elle va intégrer ses composantes :

a) L'histoire des luttes ouvrières basques, durant les dernières années du franquisme, est celle de leur politisation croissante. Les revendications spécifiquement ouvrières, qui se heurtent chaque fois plus à une répression qui est générale, se muent rapidement en des luttes anti-répression dont l'enjeu devient la liberté d'expression et la possibilité de s'organiser de façon autonome¹⁷. Entre 1973 et 1977, la majorité des grèves ouvrières sont politiques : aucune des huit grèves générales ayant paralysé l'activité du Pays Basque au cours des années 1975-1977 ne fut déclenchée pour des raisons d'ordre économique ou spécifiquement ouvrières. Toutes furent politiques, plus concrètement en faveur de l'amnistie générale et contre la répression.

b) Or, impossible de faire abstraction de la nature de cette répression qui soude les habitants du territoire basque en un même sentiment d'appartenance (Cf. supra, chap. IV). Il est par exemple significatif que l'étendue territoriale des huit grandes grèves signalées plus haut se soit limitée aux seules provinces basques. Les manifestations anti-répression sont autant d'expressions de l'affirmation nationale basque : les mots d'ordre sont en euskera, alors que cette langue n'est connue que par une minorité, les couleurs basques y sont arborées, le thème des libertés et de l'autodétermination basques constamment rappelé, etc. [308]

II- LE MOUVEMENT OUVRIER BASQUE DANS L'APRES-FRANQUISME

Cette fusion du mouvement ouvrier avec le mouvement national en un même mouvement basque « total », anti-répressif et démocratique, sera cependant de courte durée. Très vite, les raisons qui ont conduit le mouvement social ouvrier à se transformer en mouvement historique et politique vont peu à peu disparaître : les syndicats libres sont tolérés puis reconnus en avril 1977, les comités d'entreprise protégés par la loi, les premières élections syndicales libres convoquées fin 1978, le droit de grève reconnu par la nouvelle législation, les premières conventions collectives signées, etc. Le mouvement historique ouvrier (lutte du type 4) a finalement obtenu ce

pas de géant vers leur suicide politique »...

¹⁷ Cf. supra la représentation de cette dynamique par le tableau de la p. 302.

pourquoi il luttait : la libération de la société de l'emprise de l'État. Le mouvement ouvrier dispose désormais d'un espace d'expression et de lutte propre qui lui permet d'exister pleinement en tant que mouvement social.

Dès lors, c'est toute la dichotomie entre mouvement social et mouvement historique qui réapparaît, et c'est moins en terme de fusion que d'alliance qu'il s'agit alors de penser les relations entre mouvement ouvrier et mouvement national (à moins de continuer de se situer dans le type de lutte à : action révolutionnaire).

Dans ces relations, et durant la période post-franquiste, trois faits marquants doivent être mentionnés :

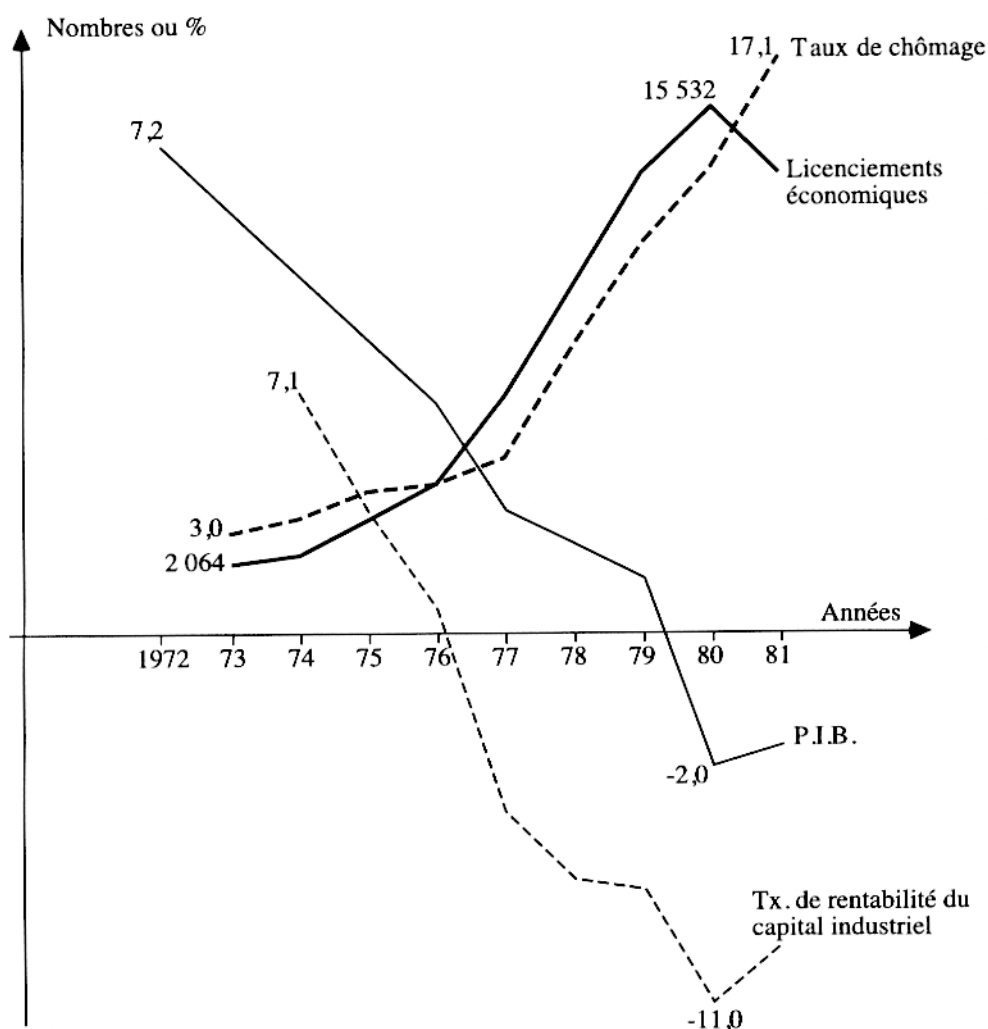
a) La marginalisation (relative si on prend pour comparaison les autres pays européens) des organisations ouvrières révolutionnaires, essentiellement repérable par le faible score du syndicat indépendantiste et rupturiste LAB (5,87 % des voix aux dernières élections syndicales résultats concernant les quatre provinces basques). L'« assembléarisme » des comités clandestins d'entreprise fait très rapidement place aux syndicats de type traditionnel et à l'institutionnalisation du mouvement ouvrier. À la sortie du franquisme, on assiste en Pays Basque ni à une insurrection ouvrière, ni à la poursuite (bien que quelques cas existent) de l'« assembléarisme », mais à une volonté manifeste de profiter de la légalité et de consolider les institutions qui se mettent en place (comités d'entreprise, conventions collectives, etc.). Les trois syndicats majoritaires sont : ELA (28,77 % des voix aux dernières élections syndicales au niveau des quatre provinces basques), l'UGT (21,98 %) et les Commissions Ouvrières (16,92 %). [309]

b) Face à l'extrême gravité de la crise économique en Pays Basque et à ses conséquences désastreuses pour l'emploi¹⁸, l'action des syndicats majoritaires est chaque

¹⁸ Evolution annuelle (1973-1981) du nombre d'employés licenciés pour raison économique, du taux de chômage, du Produit Intérieur Brut, et du taux de rentabilité du capital industriel en Pays Basque (établi d'après les chiffres fournis par les chambres de commerce et d'industrie des quatre provinces basques, l'I.N.E. et le département d'études de la Caja Laboral Popular).

fois plus défensive, et donc de moins en moins encline à convoquer des mobilisations sur des thèmes qui ne relèvent pas directement de la condition ouvrière (en particulier donc autour de la question nationale)¹⁹. [310]

c) La scission des syndicats majoritaires entre ceux qui appuient directement et explicitement la revendication nationale basque : c'est le cas d'ELA, premier syndicat basque, et ceux qui ne font aucune référence à ce sujet : avant tout l'UGT, second syndicat. Après l'entrée massive, en octobre 1981, des militants du PC à Euskadiko Ezkerra, les Commissions Ouvrières, jusqu'alors contrôlées par le PC, se prononcent clairement, en Guipúzcoa, pour le droit à l'autodétermination du Pays Basque ; celles



¹⁹ Il ne faut pas perdre de vue que l'extrême politisation du mouvement ouvrier basque à la fin du franquisme, et sa fusion avec le mouvement national, se sont produits alors que les effets de la crise économique étaient encore inexistantes en Pays Basque.

d'Alava et de Navarre sont encore partagées, tandis que celles de Biscaye, restées aux mains du PC, s'en tiennent au Statut d'autonomie. [\[311\]](#)